

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES  
et de l'ENVIRONNEMENT

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté préfectoral de mise en demeure

Société FOULON SOPAGLY SAS  
à MACON

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

N° *M-01006*

VU le titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement, notamment ses articles L 514-1 et L 514-2,

VU l'arrêté préfectoral n° 99-0400/2-2 du 16 février 1999 autorisant la société CSR PAMPARYL à exercer une activité de fabrication de jus de fruits en zone industrielle Sud à Mâcon,

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré le 6 novembre 2003 au profit de la société Foulon Sopagly SAS,

VU les articles 3.1.1 et 3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 16 février 1999,

VU les conclusions de l'inspection effectuée le 11 janvier 2011,

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement, du logement de Bourgogne, en date du 04 février 2011,

**Considérant** que la société Foulon-Sopagly SAS ne respecte pas toutes les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 16 février 1999,

**Considérant** que ce manquement est de nature à engendrer des atteintes à la sécurité et à l'environnement,

**SUR** proposition de madame la secrétaire générale de la Préfecture de Saône-et-Loire,

ARRETE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

La Société Foulon Sopagly SAS, dont le siège social est route de la Grosne, ZI Sud à MACON, est mise en demeure, pour son établissement situé à Mâcon, de respecter dans un délai de **six mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 16 février 1999 et sous un délai immédiat l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 1999.

**ARTICLE 2 :**

Si l'exploitant ne défère pas, dans les délais impartis, aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L 514-1 et L 514-2 du Code de l'Environnement.

### **ARTICLE 3 : DELAI ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

### **ARTICLE 4:- EXECUTION ET COPIES**

Madame la secrétaire générale de la Préfecture, M. le maire de Mâcon, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement, du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à :

- la direction départementale des territoires à MACON,
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - unité territoriale de Saône-et-Loire, 206 rue Lavoisier à MACON.

Mâcon, le 17 MAR. 2011

Le Préfet  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale de la  
Préfecture de Saône-et-Loire

Magali SELLES